

GE_GERICHTE A/1979/2022 vom 15. Mai 2023

GE Cour de justice, 2023-05-15, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_1979_2022

FR: GE_GERICHTE A/1979/2022 du 15 mai 2023

IT: GE_GERICHTE A/1979/2022 del 15 maggio 2023

Erwägungen

E. 1

Conformément à l'art. 134 al. 1 let. a ch. 2 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 (LOJ - E 2 05), la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît, en instance unique, des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité du 19 juin 1959 (LAI - RS 831.20). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 2

La modification du 21 juin 2019 de la LPGA entrée en vigueur le 1 er janvier 2021 est applicable au litige, dès lors que le recours n'était pas encore pendant à cette date (art. 82a LPGA a contrario). La LAI a connu une nouvelle le 19 juin 2020, entrée en vigueur le 1 er janvier 2022. Dans ce cadre, le système des quarts de rente jusque-là applicable a été remplacé par un système linéaire de rentes (Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité [Développement continu de l'assurance-invalidité], FF 2017 2442). Cela étant, conformément aux principes de droit intertemporel, en cas de changement de règles de droit, la législation applicable est en principe celle en vigueur au moment où les faits juridiquement déterminants se sont produits (ATF 144 V 210 consid. 4.3.1). Partant, les dispositions topiques seront citées dans leur ancienne teneur.

E. 3

Déposé dans les forme et délai prévus par la loi (art. 56ss LPGA), le recours est recevable.

E. 4

Le litige, tel que circonscrit par la décision, porte sur le droit de la recourante à des prestations d'invalidité.

E. 5

Conformément à l'art. 8 al. 1 er LAI, les assurés invalides ou menacés d'une invalidité ont droit à des mesures de réadaptation pour autant que ces mesures soient nécessaires et de nature à rétablir, maintenir ou améliorer leur capacité de gain ou leur capacité d'accomplir leurs travaux habituels, et que les conditions d'octroi des différentes mesures soient remplies. L'art. 8 al. 3 let. b LAI dispose que les mesures de réadaptation comprennent les mesures d'ordre professionnel (orientation professionnelle, formation professionnelle initiale, reclassement, placement, aide en capital).

E. 5.1

Aux termes de l'art. 17 LAI, l'assuré a droit au reclassement dans une nouvelle profession lorsque son invalidité rend cette mesure nécessaire, et que sa capacité de gain peut ainsi, selon toute vraisemblance, être sauvegardée ou améliorée de manière notable. L'art. 6 al. 1 du règlement sur l'assurance-invalidité (RAI - RS 831.201) définit les mesures de reclassement comme les mesures de formation destinées à des assurés qui en ont besoin, en raison de leur invalidité, après achèvement d'une formation professionnelle initiale ou après le début de l'exercice d'une activité lucrative sans formation préalable, pour maintenir ou pour améliorer leur capacité de gain. La jurisprudence a apporté une précision à cette définition en indiquant que le concept de reclassement recouvre l'ensemble des mesures de réadaptation de nature professionnelle qui sont nécessaires et suffisantes pour procurer à l'assuré une possibilité de gain à peu près équivalente à celle que lui offrirait son ancienne activité. En règle générale, l'intéressé n'a droit qu'aux mesures nécessaires, propres à atteindre le but de réadaptation visé, mais non à celles qui seraient les meilleures dans son cas (ATF 139 V 399 consid. 5.4).

E. 5.2

Le Tribunal fédéral a jugé que lorsque le marché du travail offre un éventail suffisamment large d'activités légères, dont un nombre significatif sont adaptées à l'état de santé de l'assuré et accessibles sans formation particulière, il n'existe guère d'obstacle à l'exercice d'un emploi adapté, de sorte que l'octroi d'une mesure d'orientation professionnelle apparaît superflu (arrêt du Tribunal fédéral 9C_534/2010 du 10 février 2011 consid. 4.3).

E. 5.3

Selon la jurisprudence, les raisons de santé pour lesquelles l'assuré rencontre des difficultés dans la recherche d'un emploi approprié entrent dans la notion d'invalidité propre à l'aide au placement si l'atteinte à la santé occasionne des difficultés dans la recherche d'un emploi au sens large, par exemple si, en raison de sa surdité ou de son manque de mobilité, l'assuré ne peut avoir un entretien d'embauche ou est dans l'incapacité d'expliquer à un employeur potentiel ses possibilités réelles et ses limites (arrêt du Tribunal fédéral 9C_859/2010 du 9 août 2011 consid. 2.2).

E. 5.4

Il faut que l'invalidité soit d'une certaine gravité pour que le droit à des mesures de réadaptation soit ouvert. La jurisprudence a ainsi fixé le seuil d'invalidité à partir duquel des mesures de réadaptation doivent être octroyées à 20% (ATF 130 V 488 consid. 4.2 ; ATF 124 V 108 consid. 3a).

E. 6

En vertu de l'art. 28 al. 1 er LAI, l'assuré a droit à une rente d'invalidité aux conditions suivantes : sa capacité de gain ou sa capacité d'accomplir ses travaux habituels ne peut pas être rétablie, maintenue ou améliorée par des mesures de réadaptation raisonnablement exigibles (let. a) ; il a présenté une incapacité de travail (art. 6 LPGA) d'au moins 40% en moyenne durant une année sans interruption notable (let. b) ; au terme de cette année, il est invalide (art. 8 LPGA) à 40% au moins (let. c). L'art. 28 al. 2 LAI dispose que l'assuré a droit à une rente entière s'il est invalide à 70% au moins, à trois quarts de rente s'il est invalide à 60% au moins, à une demi-rente s'il est invalide à 50% au moins ou à un quart de rente s'il est invalide à 40% au moins.

E. 7

Pour trancher le droit aux prestations, le juge a besoin de documents que le médecin ou d'autres spécialistes doivent lui fournir. La tâche du médecin consiste à porter un jugement sur l'état de santé et à indiquer dans quelle mesure et pour quelles activités l'assuré est incapable de travailler. En outre, les données médicales constituent un élément utile pour déterminer quels travaux on peut encore, raisonnablement, exiger de l'assuré (ATF 125 V 256 consid. 4 ; ATF 115 V 133 consid. 2). Selon le principe de la libre appréciation des preuves (art. 61 let. c LPGA), le tribunal apprécie librement les preuves médicales qu'il a recueillies, sans être lié par des règles formelles, en procédant à une appréciation complète et rigoureuse des preuves. Le tribunal doit examiner objectivement tous les documents à disposition, quelle que soit la provenance, puis décider s'ils permettent de porter un jugement valable sur le droit litigieux. S'il existe des avis contradictoires, il ne peut trancher l'affaire sans indiquer les raisons pour lesquelles il se fonde sur une opinion plutôt qu'une autre (ATF 143 V 124 consid. 2.2.2). En ce qui concerne la valeur probante d'un rapport médical, ce qui est déterminant c'est que les points litigieux aient fait l'objet d'une étude circonstanciée, que le rapport se fonde sur des examens complets, qu'il prenne également en considération les plaintes exprimées par la personne examinée, qu'il ait été établi en pleine connaissance de l'anamnèse, que la description du contexte médical et l'appréciation de la situation médicale soient claires et enfin que les conclusions de l'expert soient dûment motivées. Au demeurant, l'élément déterminant pour la valeur probante n'est ni l'origine du moyen de preuve ni sa désignation comme rapport ou comme expertise, mais bel et bien son contenu (arrêt du Tribunal fédéral 9C_453/2017 du 6 mars 2018 consid. 4.2). ![/end]![/if]

E. 8

L'art. 16 LPGA prévoit que, pour évaluer le taux d'invalidité, le revenu que l'assuré aurait pu obtenir s'il n'était pas invalide est comparé avec celui qu'il pourrait obtenir en exerçant l'activité qui peut raisonnablement être exigée de lui après les traitements et les mesures de réadaptation. Il s'agit là de la méthode dite de comparaison des revenus, qu'il convient d'appliquer aux assurés exerçant une activité lucrative (ATF 128 V 29 consid. 1). Pour procéder à la comparaison des revenus, il convient en principe de se placer au moment de la naissance du droit à la rente (ATF 128 V 174 consid. 4a).![/end]![/if]

E. 8.1

L'évaluation de l'invalidité s'effectue à l'aune d'un marché équilibré du travail. Cette notion, théorique et abstraite, sert de critère de distinction entre les cas tombant sous le coup de l'assurance-chômage et ceux qui relèvent de l'assurance-accidents. Elle présuppose un équilibre entre l'offre et la demande de main d'œuvre d'une part et un marché du travail structuré permettant d'offrir un éventail d'emplois diversifiés, tant au regard des sollicitations intellectuelles que physiques d'autre part (ATF 110 V 273 consid. 4b). Le caractère irréaliste des possibilités de travail doit alors découler de l'atteinte à la santé, puisqu'une telle atteinte est indispensable à la reconnaissance de l'invalidité (art. 7 et 8 LPGA), et non de facteurs psychosociaux ou socioculturels qui sont étrangers à la définition juridique de l'invalidité (arrêt du Tribunal fédéral 9C_286/2015 du 12 janvier 2016 consid. 4.2 et les références). ![/end]![/if]

E. 8.2

Le revenu sans invalidité se détermine en établissant au degré de la vraisemblance prépondérante ce que l'intéressé aurait effectivement pu réaliser au moment déterminant s'il

était en bonne santé (ATF 129 V 222 consid. 4.3.1). Ce revenu doit être évalué de manière aussi concrète que possible si bien qu'il convient, en règle générale, de se référer au dernier salaire que l'assuré a obtenu avant l'atteinte à sa santé, en tenant compte de l'évolution des salaires (arrêt du Tribunal fédéral 9C_284/2020 du 8 juillet 2020 consid. 2.2). Ce n'est qu'en présence de circonstances particulières qu'il peut se justifier qu'on s'en écarte et qu'on recoure aux données statistiques résultant des ESS éditées par l'Office fédéral de la statistique. Tel sera le cas lorsqu'on ne dispose d'aucun renseignement au sujet de la dernière activité professionnelle de l'assuré ou si le dernier salaire que celui-ci a perçu ne correspond manifestement pas à ce qu'il aurait été en mesure de réaliser, selon toute vraisemblance, en tant que personne valide ; par exemple, lorsqu'avant d'être reconnu définitivement incapable de travailler, l'assuré était au chômage ou rencontrait d'ores et déjà des difficultés professionnelles en raison d'une dégradation progressive de son état de santé ou encore percevait une rémunération inférieure aux normes de salaire usuelles. On peut également songer à la situation dans laquelle le poste de travail de l'assuré avant la survenance de l'atteinte à la santé n'existe plus au moment déterminant de l'évaluation de l'invalidité (arrêt du Tribunal fédéral 9C_238/2008 du 5 janvier 2009 consid. 3). ![/endif]>![if>

E. 8.3

Pour déterminer le revenu d'invalidé de l'assuré, il faut en l'absence d'un revenu effectivement réalisé se référer aux données salariales, telles qu'elles résultent des ESS (ATF 126 V 75 consid. 3b). Le revenu tiré d'activités simples et répétitives (niveau 4 jusqu'à l'ESS 2010 et niveau 1 dès l'ESS 2012) est une valeur statistique qui s'applique à tous les assurés qui ne peuvent plus accomplir leur ancienne activité parce qu'elle est physiquement trop astreignante pour leur état de santé, mais qui conservent néanmoins une capacité de travail importante dans des travaux légers (arrêt du Tribunal fédéral 9C_692/2015 du 23 février 2016 consid. 3.1). ![/endif]>![if>

E. 8.4

Il y a lieu de procéder à une réduction des salaires statistiques lorsqu'il résulte de l'ensemble des circonstances personnelles et professionnelles du cas particulier (limitations liées au handicap, âge, années de service, nationalité ou catégorie d'autorisation de séjour et taux d'occupation) que le revenu que pourrait réaliser l'assuré en mettant en valeur sa capacité résiduelle de travail est inférieur à la moyenne. Un abattement global maximal de 25% permet de tenir compte des différents éléments qui peuvent influencer le revenu d'une activité lucrative (ATF 126 V 75 consid. 5b). ![/endif]>![if>

E. 8.5

Savoir s'il y a lieu de procéder à un abattement sur le salaire statistique en raison de circonstances particulières liées au handicap de la personne ou d'autres facteurs est une question de droit. L'étendue de l'abattement du salaire statistique dans un cas concret constitue en revanche une question relevant du pouvoir d'appréciation (arrêt du Tribunal fédéral 9C_633/2016 du 28 décembre 2016 consid. 5.2). Il y a excès ou abus du pouvoir d'appréciation si l'autorité cantonale a retenu des critères inappropriés, n'a pas tenu compte de circonstances pertinentes, n'a pas procédé à un examen complet des circonstances pertinentes ou n'a pas usé de critères objectifs (ATF 130 III 176 consid. 1.2 ; arrêt du Tribunal fédéral 9C_847/2018 du 2 avril 2019 consid. 6.2.3).![/endif]>![if>

E. 9

En l'espèce, il convient en premier lieu d'examiner la capacité de gain de la recourante. Celle-ci a souffert d'une atteinte au genou, dont il n'est pas contesté qu'elle empêche définitivement l'exercice de son activité habituelle de femme de chambre. En revanche, elle disposait d'une pleine capacité de travail dans une activité adaptée, à tout le moins dès novembre 2018 selon son médecin traitant, et ce jusqu'à l'intervention chirurgicale pratiquée en septembre 2019. Cette opération a entraîné une incapacité de travail totale dans toute activité durant six mois, conformément au pronostic du Dr B_____, confirmé par un de ses confrères en février 2020. Il ressort également du rapport du Dr C_____ de mars 2020 que la reprise d'une activité adaptée – essentiellement assise – était possible à cette date. Il est vrai que le Dr D_____ a bien attesté une capacité de travail de 50% dès le 14 décembre 2020. Cela étant, on relèvera que cet arrêt de travail a été établi durant le stage réalisé par la recourante, dans des activités – notamment s'agissant de la blanchisserie – dont on ignore si elles étaient adaptées à ses limitations fonctionnelles, eu égard aux difficultés en lien avec la station debout et les déplacements. Ce seul certificat, non motivé, ne justifie pas que l'on s'écarte des conclusions des précédents médecins. Par ailleurs, les troubles du genou signalés par ce médecin en juin 2021 sont connus, et ils ont été pris en compte pour déterminer les limitations fonctionnelles de la recourante. Quant à l'état anxio-dépressif, que ce médecin qualifie de grave en juin 2021, il n'est pas confirmé par le Dr F_____ qui a uniquement diagnostiqué un épisode dépressif moyen, essentiellement réactionnel aux troubles somatiques. Ce psychiatre n'a du reste pas retenu de limitation de la capacité de travail en raison des troubles psychiques dans son rapport du 18 octobre 2021. S'agissant des douleurs dorsales, le SMR a tenu compte des découvertes radiologiques dans les limitations fonctionnelles, et le Dr TSCHOLL semble du reste ne pas avoir retenu d'explication organique claire à ces douleurs dans son courrier du 22 juillet 2021. Dans ses rapports établis par la suite, le Dr D_____ n'explique pas pourquoi il s'écarte des précédentes appréciations des médecins, unanimes sur l'exigibilité d'une activité lucrative adaptée, alors même que les diagnostics n'ont guère évolué. S'agissant de l'état psychique, si on peut bien entendu comprendre que la recourante a été affectée par le tragique décès de son fils, le Dr F_____ n'a toutefois pas signalé de changement dans le diagnostic ni d'aggravation de la pathologie depuis cet événement, étant souligné que ce psychiatre rapportait déjà un ralentissement dans son premier rapport. Enfin, les conclusions de l'entreprise PRO quant à l'incapacité de la recourante à se réinsérer sur le marché du travail ne sauraient prévaloir sur l'appréciation de sa capacité de travail médico-théorique. En effet, les données médicales permettent généralement une appréciation objective du cas et l'emportent sur les constatations qui peuvent être faites à l'occasion d'un stage d'observation professionnelle, lesquelles sont susceptibles d'être influencées par des éléments subjectifs liés au comportement de l'assuré pendant le stage (arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 762/02 du 6 mai 2003 consid. 2.2). De plus, comme on l'a vu, il existe certains doutes quant au caractère adapté des activités exercées par la recourante dans le cadre de son stage, qui pourraient expliquer les difficultés rencontrées dans leur accomplissement. Quant au fait que la recourante n'a plus droit à des indemnités de chômage, il convient de rappeler que l'assurance-invalidité et l'assurance-chômage ne sont pas des branches d'assurance complémentaires, dans le sens qu'un assuré privé de capacité de gain pourrait dans tous les cas invoquer soit l'invalidité soit le chômage (arrêt du Tribunal fédéral 8C_245/2010 du 9 février 2011 consid. 5.3). Partant, la décision de l'OCE n'a guère de portée dans la présente procédure. Compte tenu de ces éléments, force est d'admettre que la recourante est certes

définitivement incapable de reprendre son activité habituelle, mais qu'elle ne présente pas d'incapacité de travail dans une activité adaptée – hormis pendant la convalescence de six mois nécessaire après l'intervention réalisée par le Dr B_____. Partant, on peut se rallier aux conclusions du SMR retenant une capacité de travail totale dans une activité adaptée depuis toujours, hormis durant la période post-opératoire du 4 septembre 2019 au 4 mars 2020. Compte tenu de ces éléments, la chambre de céans renoncera aux mesures d'instruction requises par la recourante, par appréciation anticipée des preuves (arrêt du Tribunal fédéral 8C_253/2020 du 12 novembre 2020 consid. 3.2).

E. 10

Il reste à vérifier le droit aux prestations de la recourante, et en particulier son taux d'invalidité.![endif]>![if>

E. 10.1

L'intimé a calculé le degré d'invalidité de la recourante en 2021. Or, selon l'art. 4 al. 2 LAI, l'invalidité est réputée survenue dès qu'elle est, par sa nature et sa gravité, propre à ouvrir droit aux prestations entrant en considération. Ce moment doit être déterminé objectivement, d'après l'état de santé ; des facteurs externes fortuits n'ont pas d'importance. Il ne dépend en particulier ni de la date à laquelle une demande a été présentée, ni de celle à partir de laquelle une prestation a été requise, et il ne coïncide pas non plus nécessairement avec le moment où l'assuré apprend, pour la première fois, que l'atteinte à sa santé peut ouvrir droit à des prestations d'assurance. Dans le cas d'une rente, l'invalidité est réputée survenue dès que l'assuré a présenté en moyenne, une incapacité de travail de 40% au moins pendant une année sans interruption notable et qu'il est invalide à 40% au moins au terme de cette année, conformément à l'art. 28 LAI (arrêt du Tribunal fédéral 9C_795/2008 du 6 août 2009 consid. 2.1). ![endif]>![if>

E. 10.2

Eu égard à ce principe, ce n'est pas en 2021 que doit être examiné le degré d'invalidité, mais en 2019, le délai de carence d'une année depuis le début de l'incapacité de travail prévu à l'art. 28 LAI s'achevant en mai de cette année. ![endif]>![if> En ce qui concerne le revenu après invalidité, on notera que le compte individuel de la recourante affiche un revenu de CHF 50'061.- en 2017. C'est sur ce revenu qu'il convient de se fonder, dès lors qu'il reflète le plus précisément la rémunération de la recourante avant l'atteinte à la santé. Une fois indexé à 2019, ce revenu représente CHF 50'814.- Quant au revenu d'invalidité, c'est à juste titre que l'intimé l'a fixé sur la base de l'ESS en l'absence de revenu effectivement réalisé. S'agissant du recours au tableau TA1_tirage_skill_level, il est également conforme à la jurisprudence. L'argumentation de la recourante, selon laquelle les métiers suggérés par l'intimé à titre d'exemples d'activités adaptées n'y figurent pas, tombe à l'évidence à faux. En effet, ce tableau n'énumère pas les différentes fonctions mais les domaines d'activité, et la ligne Total appliquée dans le cas d'espèce représente la moyenne dans tous ces domaines. S'agissant du tableau T11 que la recourante voudrait appliquer, la jurisprudence a admis son utilisation dans certains cas précis, notamment lorsque l'intéressé a poursuivi des études universitaires (arrêts du Tribunal fédéral 8C_377/2021 du 9 septembre 2021 et 9C_439/2020 du 18 août 2020). La situation de la recourante n'étant pas similaire, on s'en tiendra pour le revenu d'invalidité au revenu statistique tiré d'activités simples et répétitives pour une femme selon le TA1_tirage_skill_level, soit CHF 4'371.- par mois et CHF 52'452.- par an en 2018. Ce revenu est de CHF 55'227.- une fois indexé et

adapté à la durée normale de travail de 41.7 heures en 2019. L'abattement de 20% appliqué par l'intimé ne prête pas le flanc à la critique au vu des circonstances, notamment des limitations fonctionnelles qui ne sont pas particulièrement étendues et de la pleine capacité de travail de la recourante. Il réduit le revenu après invalidité à CHF 41'420.25. La comparaison des revenus révèle ainsi un degré d'invalidité de 16.6% ou 17%, une fois arrondi selon les règles mathématiques (ATF 130 V 121 consid. 3.2). Ce taux est insuffisant pour ouvrir le droit à une rente.

E. 10.3

La recourante a présenté une totale incapacité de gain de septembre 2019 à mars 2020 en raison de l'intervention pratiquée, de sorte que son degré d'invalidité était total durant cette période. ![endif]>![if>

E. 10.4

Dès lors que la recourante a recouvré une pleine capacité de travail dans une activité adaptée dès mars 2020, on peut reprendre le calcul du degré d'invalidité dès mai 2019 et le taux d'invalidité de 17% auquel il aboutit. ![endif]>![if>

E. 10.5

Selon la jurisprudence, l'art. 17 LPGA sur la révision d'une rente en cours s'applique également à la décision par laquelle une rente échelonnée dans le temps est accordée à titre rétroactif (arrêt du Tribunal fédéral 9C_832/2011 du 24 février 2012 consid. 4 et les références). Dans un tel cas, la date de la modification est déterminée conformément à l'art. 88a RAI. Conformément à l'alinéa premier de cette disposition, si la capacité de gain d'un assuré s'améliore, il y a lieu de considérer que ce changement supprime, le cas échéant, tout ou partie de son droit aux prestations dès que l'on peut s'attendre à ce que l'amélioration constatée se maintienne durant une assez longue période ; il en va de même lorsqu'un tel changement déterminant a duré trois mois déjà, sans interruption notable et sans qu'une complication prochaine soit à craindre (arrêt du Tribunal fédéral 9C_134/2015 du 3 septembre 2015 consid. 4.1). ![endif]>![if>

E. 10.6

Eu égard aux éléments qui précèdent, la recourante a droit à une pleine rente d'invalidité de septembre 2019 à juin 2020, soit trois mois après la fin de la convalescence, qui s'est achevée en mars 2020 conformément aux conclusions des médecins traitants et du SMR. On notera sur ce point que c'est à tort que l'intimé a mentionné dans son projet de décision une incapacité de travail totale d'octobre 2019 à février 2020 seulement. ![endif]>![if> Dès juillet 2020, le degré d'invalidité est insuffisant pour ouvrir le droit à une rente. Il est également inférieur au seuil ouvrant le droit à des mesures d'ordre professionnel. Par ailleurs, celles-ci n'apparaissent pas indiquées dans le cas d'espèce, au vu des activités possibles sans formation et adaptées aux limitations fonctionnelles sur un marché équilibré du travail, a fortiori dès lors que la recourante n'est pas entravée par son atteinte à la santé dans sa recherche d'emploi. Partant, la décision de l'intimée doit être réformée en ce sens que la recourante a droit à une pleine rente d'invalidité de septembre 2019 à juin 2020, et confirmée pour le surplus.

E. 11

Le recours est partiellement admis. ![endif]>![if> La recourante, qui obtient partiellement gain de cause, a droit à des dépens qui seront fixés en l'espèce à CHF 800.- (art. 61 let. g

LPGA). La procédure en matière de contestations portant sur des prestations de l'assurance-invalidité étant soumise à des frais judiciaires (art. 69 al. 1 bis LAI), l'intimé supporte l'émolument de procédure de CHF 200.- PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES : Statuant À la forme :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.